

Affaire FIFA, matchs truqués Pour une révolution de la gouvernance du sport

Mis en ligne le 03.11.2010 à 14:05

L'article «Match truqué? A Nyon, l'ombre de la mafia russe plane sur l'UEFA» paru sous la plume de M. Patrick Oberli (L'Hebdo du 30 septembre 2010) discrédite malheureusement, non seulement le monde du football, mais le sport en général. L'affaire plus récente de la Fifa sur le choix du pays organisateur de la Coupe du monde 2018 renforce cette impression.

Je reconnais que dans tous milieux où circule de l'argent, il y a de nombreux risques que des organisations malveillantes, voire criminelles, s'y intéressent. Le monde du sport en est un parmi d'autres. Mais, contrairement au secteur économique, par exemple, il y règne actuellement un vide juridique fort dommageable.

Il faut rappeler que, au cours des quinze dernières années, les organisations associatives ont connu de profondes modifications de leurs conditions de fonctionnement et de financement grâce, notamment, au très fort accroissement des recettes des droits de télévision et de sponsoring.

A titre d'exemple, citons l'une des plus lucratives: la Coupe du monde de football en 2006 qui a généré un chiffre d'affaires de 557 millions d'euros pour un bénéfice de 155 millions d'euros.

C'est pourquoi, devenues «organisations hybrides», elles doivent concilier logique associative et commerciale pour assurer leur développement au prix d'une gestion de compromis identitaires.

Ces organisations non gouvernementales (ONG), comme l'ensemble des fédérations internationales sportives, qui sont en situation de quasi-monopole historique, ne sont pas directement soumises à un système de régulation public ou du marché boursier (hormis le système de révision financière propre aux associations).

Vu les dysfonctionnements observés récemment, je pense pour ma

part qu'il serait judicieux de créer un organe indépendant qui aurait pour buts non seulement d'observer et de surveiller, mais aussi d'aider les organisations sportives à mettre en place des systèmes de contrôle de la «bonne» gouvernance.

Cet organisme indépendant aurait pour mission d'assister les membres de la famille olympique à propos des améliorations de leurs structures, ainsi que tous les acteurs du sport amateur et professionnel, sur les plans international et national. Il s'agirait, pour cet organe, d'établir un système de contrôles de la gouvernance afin de tendre vers un standard de «bonne gouvernance» du monde du sport.

Comment nommer cet organisme? Par exemple: «World Sport Governance Agency» (WSGA) qui serait une organisation non gouvernementale défendant la charte olympique, les principes de la «bonne gouvernance» et l'éthique au sein de la famille olympique et du monde du sport tant professionnel qu'amateur!

Il intégrerait «l'Observatoire du sport» que le Panathlon international désire créer, au profit plus spécialement de l'éducation et de la jeunesse.

Cet organisme devrait avoir l'appui inconditionnel du CIO, comme l'a obtenu le Tribunal arbitral du sport (TAS) et l'Agence mondiale antidoping (l'AMA) dès leur création ainsi que celui de toutes les fédérations internationales.

Comment pourrait se dérouler le travail de la WSGA? L'agence devrait, après une période de «start-up» assistée par le CIO, gagner son autonomie et sa neutralité en obtenant une indépendance juridique et financière, devenir l'organe reconnu d'audit et de certification de la «bonne gouvernance» (norme à définir) dans le monde du sport, être l'assistant (coach) de tous les organismes sportifs désireux d'améliorer leur gouvernance. Elle aurait pour buts:

- d'assister les membres de la famille olympique au sujet des améliorations de leurs structures (perspectives empiriques: harmonisation des structures des différents acteurs du monde sportif

ainsi que tendre vers la «bonne gouvernance»);

- de ne pas se laisser rattraper par un concurrent, c'est-à-dire de ne pas se laisser dicter les règles en matière de «bonne gouvernance sportive» et de rester ainsi maître de son destin (destin du sport mondial);

- d'occuper le terrain pour éviter que, sous prétexte de vide juridique, les Etats n'imposent leur loi au monde du sport.

En conclusion, le monde du sport pourrait sortir bénéficiaire d'une lutte décidée contre la mafia, la corruption, le blanchiment d'argent, la mauvaise gouvernance... pour autant que les problèmes soient traités d'une manière globale, et la meilleure façon résiderait en la création d'un organe indépendant de contrôle de gouvernance pour l'ensemble du monde du sport.

A condition de le faire rapidement et de ne pas constamment remettre à plus tard ce changement de fond.